



George Tombs

Le baron
BLACK

LES SEYFONGS DE
L'HOMME

GEORGE TOMBS

LE BARON BLACK

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR L'AUTEUR

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

© GEORGE TOMBS 2007

TOUS DROITS RÉSERVÉS

ISBN 978-2-7619-2422-1

CHAPITRE 1

Tweedy, Browne et Black

Le ciel était morne et gris, en ce jour de décembre 2006. Des arbres noirs, lisses et dépourvus de feuilles se profilaient sous une basse couche de nuages, pendant que la neige fondait au sol. Trois mois avant le début du procès de Conrad Black, à Chicago, sous quatorze chefs d'accusation de fraude criminelle, de violation du devoir de fiduciaire, de fraude postale et électronique et de racket, j'avais pris un vol de Montréal vers Toronto pour y passer la journée. Black – le baron Black de Crossharbour, plus précisément – m'avait accordé un entretien de deux heures à sa riche demeure du quartier huppé de Bridle Path, en banlieue de Toronto, afin de discuter d'une nouvelle édition du livre que je lui avais consacré.

Je pris un taxi à l'aéroport. À mesure que nous approchions de la résidence de Conrad Black, mon chauffeur sikh devenait de plus en plus agité. «Oh mon Dieu!» s'exclama-t-il, lorsque les bungalows ranch à un étage plantés sur de petits lotissements firent place aux sombres palais néogothiques et aux manoirs méditerranéens tape-à-l'œil des arrivistes de la banlieue de Toronto. «Il y a tellement de gens riches qui habitent par ici! Regardez-moi ces maisons! Il doit y avoir une foule de jardiniers qui travaillent ici au printemps! Dites-moi, monsieur, qu'est-ce que vous faites dans la vie? Vous êtes professeur d'université? C'est un job bien payé! Alors nous voici à destination. Oh! Mon Dieu! Nous devons nous présenter à la grille et annoncer notre arrivée par intercom. Et votre ami, est-ce qu'il est aussi professeur d'université?»

Le 26 Park Lane Circle est un manoir en briques d'une valeur de 20 millions de dollars canadiens, doté d'un imposant portique et de fenêtres de style palladien, sis en retrait de la route sur une propriété boisée de 11 acres. Black le décrivait parfois, à la blague, comme son «chalet». Mais c'était en fait la maison de ses parents, le lieu où il avait grandi. Dans les années 1980, lorsque Black en avait hérité, il avait embauché l'architecte new-yorkais des célébrités, Thierry Despont – lequel comptait notamment, parmi ses clients, le milliardaire Bill Gates, grand patron de Microsoft –, afin de reconstruire entièrement le manoir, y arrachant des sections entières, y ajoutant une piscine intérieure et une bibliothèque. Les impôts fonciers annuels payés par Black sur cette propriété s'élèvent à plus de 70 000 \$CAN.

Passé l'entrée, une allée tournait vers la droite puis revenait en boucle devant la porte centrale. Même en cette première semaine de décembre, des pommes vertes bien mûres pendaient toujours aux branches de deux immenses arbres. Nous contournâmes un immense saule pleureur avant de nous arrêter juste devant l'entrée.

Werner, le majordome allemand de 65 ans, tout de blanc vêtu, attendait à la porte.

D'un air sévère et obséquieux, il me conduisit au vestiaire, à droite en entrant, où il accrocha mon blouson de cuir. Il me mena ensuite à travers le hall d'entrée ouvert sur deux étages, au plafond voûté en berceau, et dont les murs étaient ornés de portraits du prince régent (le futur George IV) et de Napoléon. À ma gauche se trouvait l'escalier où le père de Conrad Black, George, était tombé en 1976, culbutant par-dessus la rampe pour s'écraser ensuite sur le plancher principal. C'est ce jour-là que le père avait dit à son fils: «La vie, c'est l'enfer; la plupart des gens sont des salauds et tout ce qu'il y a, c'est de la merde¹.»

«Tout dans la maison a été changé, m'avait confié l'un des cousins de Conrad Black, excepté l'entrée et l'escalier où oncle George a fait sa chute fatale.» Black lui-même a déjà écrit qu'il n'était pas certain que la mort de son père ait été accidentelle. C'était un sujet délicat pour lui. Pendant des décennies, la dépression et la mort soudaine de George Black avaient hanté son fils, flottant au-dessus de lui comme un nuage sombre. Ainsi Conrad avait-il décidé de conserver l'entrée et l'escalier d'origine, comme pour commémorer la triste fin de son père.

Au moment où j'y passai, le 26 Park Lane Circle était devenu la cage dorée de Black. Dans les mois précédant son procès au criminel, il avait dû déposer une caution de 21 millions de dollars² – du jamais-vu dans l'histoire de la justice criminelle américaine – et la juge fédérale Amy St. Eve avait posé comme condition de sa mise en liberté de ne se rendre nulle part ailleurs qu'à Chicago, dans sa ville de Toronto ou à sa retraite hivernale de bord de mer à Palm Beach, d'une valeur de 35,5 millions de dollars, sans avoir obtenu au préalable le consentement du tribunal.

Dans le puits d'escalier, je reconnus une immense gravure représentant Rome du début du XIX^e siècle, que Black avait conservée en souvenir de sa logeuse au cours de ses jeunes années à Londres. Elle faisait de 3 à 3,6 mètres de longueur. Je me rappelais l'avoir vue dans le manoir – d'une valeur de 13,1 millions de livres sterling – que Black possédait à Cottesmore Gardens, lorsque nous nous y étions rencontrés en 2002. Il avait par la suite été contraint de vendre cette propriété trois ans plus tard, lorsque son empire financier avait commencé à se désintégrer. À ma droite se trouvait le salon principal, doté d'une série de fenêtres françaises s'ouvrant sur le parc, lequel se prolongeait en pente descendante vers des terrasses et jardins opulents, pour se terminer sur un boisé qui devait être trop accidenté pour les réceptions en plein air, mais faire le bonheur des rats laveurs.

Werner me guida au-delà d'un escalier menant au sous-sol, dont les murs étaient tapissés de cadres dorés contenant des extraits de lettres échangées entre le président Franklin Roosevelt et sa cousine (qui était sans doute aussi sa maîtresse), Daisy Suckley. Je me souvenais d'avoir vu certaines d'entre elles en 2003, au cours de mes visites aux anciens-bureaux de direction de Conrad Black chez Hollinger International, dans la Cinquième Avenue à New York, juste avant sa destitution. Je remarquai également au passage d'autres lettres encadrées, signées de la main d'Abraham Lincoln.

Je venais de pénétrer dans le saint des saints de la mythologie personnelle de Black.

Voilà un homme qui cherche à fondre sa personnalité à celles de ses héros politiques en couvrant ses murs de riches symboles de puissance, comme si une partie de leur splendeur pouvait ainsi déteindre sur lui. Doté d'une nature rêveuse et expansive, il dépense des fortunes afin de s'entourer de décors fastueux, établissant des analogies entre sa propre personne et des personnages colossaux, plus grands que nature, comme pour noyer sa profonde insécurité.

Werner me conduisit ensuite dans une petite salle où se trouvaient quelques fauteuils Empire vert et crème que j'avais aussi déjà repérés à la résidence de Cottesmore Gardens. Beaucoup de choses avaient été déplacées ces dernières années. Les murs étaient chargés d'œuvres de peintres canadiens valant plusieurs millions de dollars, étalées comme une collection de timbres. On y dénombrait un Jean Paul Lemieux, une toile inclassable de Robert Pilot montrant une église au Québec, ainsi qu'un Maurice Cullen. Un autre tableau de A. Y. Jackson montrait une petite chapelle de paroisse dans la campagne de Charlevoix avec, au premier plan, des troncs d'arbres flottant sur les eaux glacées d'une rivière. Sur une table à café basse se trouvaient quelques livres consacrés aux bijoux en platine ainsi qu'un ouvrage récent de l'ex-mari de Barbara Amiel, George Jonas. C'est là que j'attendis.

J'avais rencontré Conrad Black et Barbara Amiel pour la première fois en juin 1993, alors que je travaillais pour *The Gazette*, un quotidien montréalais qui appartenait à l'époque au groupe Southam. Un ancien camarade de classe, le financier montréalais André Desmarais, m'avait invité à un gala privé au sommet du mont Royal, surplombant le fleuve Saint-Laurent, le Vieux-Montréal et les magnifiques demeures de pierres grises du «Golden Square Mile». Pendant la durée de cette soirée huppée, l'accès au sommet de la montagne avait été fermé au public à l'occasion d'un dîner qu'André avait organisé en l'honneur de l'Americas Society, un réseau de chefs d'entreprises et d'hommes d'État créé par David Rockefeller dans le but de réunir les décideurs des Amériques et de susciter entre les pays des Amériques des liens politiques, économiques et culturels.

Quelques centaines de personnes étaient présentes, dont plusieurs magnats latino-américains à la calvitie naissante, accompagnés de plantureuses et flamboyantes escortes en talons aiguilles qui défiaient la gravité de plus d'une façon. «Ces femmes-trophées voyagent toujours en paires de limousines, me glissa l'organisateur de l'événement avec un sourire entendu. Une pour étirer leurs longues jambes et une deuxième pour y empiler tous leurs sacs Holt Renfrew.» C'était un monde de flambeurs et je n'étais qu'un spectateur.

Il y avait là le père d'André, le milliardaire Paul Desmarais, qui avait été un rival de Conrad Black dans les années 1970, dans la course pour le contrôle du conglomérat torontois Argus Corp.

Miguel Alemán, sénateur mexicain et fils d'un ancien président du Mexique, figurait aussi parmi les invités, tout comme un autre milliardaire, David Rockefeller, alors président de la Chase Manhattan Bank; Guilherme Frering, copropriétaire brésilien de la CAEMI, le quatrième producteur de minerai de fer au monde; le controversé banquier argentin José

Rohm ainsi que Norman Webster, mon rédacteur en chef (il avait précédemment été rédacteur en chef du *Globe and Mail*, où il avait embauché Conrad Black comme chroniqueur pour ensuite le congédier). Conrado Pappalardo – le bras droit du dictateur fasciste du Paraguay, le général Alfredo Stroessner – était aussi présent, tout comme Ken Taylor, l’ambassadeur du Canada en Iran qui avait contribué à la libération d’un certain nombre d’Américains lors de la prise d’assaut de l’ambassade des États-Unis à Téhéran en 1979, ainsi que Peter White, un Québécois né au Brésil, le vieil ami et premier associé de Black dans l’industrie de la presse.

Des serveurs en livrée circulaient parmi la foule, portant des flûtes de champagne sur des plateaux d’argent. Tel était l’univers de Conrad et de Barbara. Leur réputation – cultivée autour d’un style de vie flamboyant et d’écrits délibérément caustiques et provocateurs – les précédait. Rivés l’un à l’autre, ils consacraient quelques minutes à chaque conversation, ne semblant écouter qu’à moitié, se dirigeant déjà vers une autre connaissance repérée plus loin.

Je me présentai à Black comme éditorialiste de la *Gazette*, puisqu’il venait tout juste de se porter acquéreur d’une part minoritaire du groupe Southam, propriétaire du quotidien. Avec sa taille de 1,88 mètre et sa carrure imposante, il respirait la puissance. Il paraissait être un combattant redoutable, capable de mettre des gens en pièces. Tonitruant, pompeux, maniéré, adepte de la langue de bois, cherchant constamment à classer les gens dans des cases intellectuelles qu’il était aussitôt prêt à démanteler, il pouvait tout aussi bien être en mode d’avance rapide que de retour rapide, ouvrant les yeux de ravissement ou les fermant d’un air menaçant: un homme agressif qui voulait néanmoins être aimé. Pendant que nous parlions, Barbara tirait sur la manche de Black. Ses cheveux bruns et lisses, sa robe noire bien ajustée et ses hauts talons lui conféraient une allure théâtrale. Pendant qu’elle jetait des coups d’œil à gauche et à droite, dépistant la prochaine occasion pour Conrad de nouer un contact, ses yeux brillaient d’une flamme terne dans laquelle je lisais un curieux mélange de fureur, d’ennui et de fragilité.

Je suivais de près la carrière de Conrad Black depuis plusieurs années. Ses opinions néoconservatrices ne m’inspiraient aucune sympathie, son catholicisme suranné et doctrinaire me laissait perplexe et j’avais souvent entendu dire qu’il se servait de ses propriétés médiatiques comme de vaches à lait. Je lui suggérai que s’il devait prendre le contrôle de Southam, il pourrait faire de la *Gazette* le vaisseau amiral du groupe et bâtir un réseau de correspondants nationaux et internationaux afin de faire concurrence au *Globe and Mail*. En guise de réponse, Black se mit à casser du sucre sur le dos du *Globe*. Il prenait plaisir à ridiculiser la prétention du journal à se présenter comme «le quotidien national du Canada». Quant à l’idée de faire de Montréal le centre de quoi que ce soit d’important, elle lui paraissait complètement anachronique. Il avait d’autres projets. Après quelques minutes, Black et Amiel se dirigèrent vers les Rockefeller, de qui il avait loué une résidence d’été dans le Maine.

Je n’aurais pu imaginer, en 1993, qu’en l’espace de seulement 10 ans Black et son

principal associé, David Radler (diplômé, comme lui, de l'Université McGill), allaient intégrer la Gazette à leur empire de presse, le troisième au monde avec 600 titres au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Israël et en Australie. Que Black allait renoncer à sa citoyenneté canadienne afin de devenir baron et membre de la Chambre des lords britannique. Et que moi-même j'allais devenir son biographe – l'interviewant ainsi qu'environ 200 autres personnes, membres de sa famille proche, amis d'enfance et camarades de collège, associés d'affaires, rédacteurs, adversaires et critiques – pour témoigner de l'ascension et de la chute, toutes deux vertigineuses, de ce génie orgueilleux et destructeur. Compte tenu de l'effondrement de la carrière et des finances de Black, à partir de 2003-2004, j'allais être la dernière personne à mener, avant son procès, de longs entretiens biographiques avec lui et avec ses proches.

Jeune garçon, Conrad Black jouait régulièrement aux échecs avec son père, à la demeure familiale de Park Lane Circle, et il avait porté ses talents et ses stratégies de l'échiquier à la planète tout entière. J'étais frappé par la façon dont il traitait les gens comme autant de rois, dames, fous et cavaliers qu'il déplaçait à sa guise. Pour lui, chaque individu servait ou contrariait ses intérêts. La personnalité, les ambitions et les valeurs morales de chacun lui fournissaient des données précieuses, qu'il articulait avec un étonnant détachement et utilisait ensuite pour mobiliser et manœuvrer les individus au mieux de son avantage.

Il me fallait m'assurer de ne pas devenir moi-même le pion de Black. Voilà un homme qui n'avait qu'à claquer les doigts pour s'appropriier sur-le-champ la moitié de la une de n'importe quel quotidien au Canada. Des formules percutantes tombaient de sa bouche, prêtes à s'étaler aussitôt dans un flot incessant d'articles de journaux. Il adorait façonner les idées des autres. Il adorait être le centre d'attraction. Mais dans ces conditions, il cherchait souvent à épater la galerie, affirmant, pour le simple plaisir de provoquer, des choses qui ne correspondaient pas à ce qu'il pensait vraiment.

Cela représentait tout un défi de prendre la mesure d'un homme si sombre, plein de contradictions, de fureur et d'énergie, et qui ne semblait même pas se comprendre lui-même. Les discours et les écrits de Black étaient riches en allégories et émaillés d'allusions à la splendeur historique et aux prouesses militaires. Dans son autobiographie, *Conrad Black par Conrad Black*, il se compare tour à tour à un certain nombre de personnages historiques, de Henry VIII au pape Alexandre VI et à Napoléon, en passant par le personnage fictif du magnat de la presse du film *Citizen Kane*, le général Douglas MacArthur et le général allemand Heinz Guderian (tout au moins de façon implicite), l'inventeur de la stratégie du blitzkrieg durant la Deuxième Guerre mondiale. D'autres recherches ont indiqué que Black lui-même – et d'autres – se comparait à au moins cinq personnages de Shakespeare: le mélancolique roi Lear, obsédé par le pouvoir; le prince Hal, ce bon vivant exubérant et tapageur; le maître de la dissimulation Bolingbroke, qui succéda à Richard II sur le trône; le politicien romain Cassius, qui proposa à Brutus d'assassiner Jules César; et le fourbe Shylock, avec sa «livre de chair».

La plupart de ces personnages évoquent le pathos, la souffrance, la défaite imminente et l'inévitable disgrâce. Je me suis souvent demandé si toutes ces analogies n'étaient pas simplement une forme de «grandeur par association», un camouflage exubérant et hâbleur destiné à protéger la personne vulnérable et inquiète qu'au fond de lui il n'a jamais cessé d'être. À moins qu'il ne se soit agi d'un artifice pour inciter les gens à ramper devant son ego colossal pendant qu'il se moquait d'eux. Ainsi, chaque fois que Black parlait de lui-même, j'avais l'impression d'entendre l'ultime discours, comme lorsque la lune commence à se profiler devant le soleil au moment d'une éclipse totale.

À l'apogée de sa puissance, en 2002, Black se servait de sa majorité de contrôle des actions avec droit de vote de Hollinger International Inc. – une société dont l'actif dépassait les 2 milliards de dollars – pour contrôler le *Daily Telegraph* et *The Spectator* de Londres, le *Chicago Sun-Times* et le *Jerusalem Post*. Il était également copropriétaire du *New York Sun*, un quotidien alors à ses débuts et qui connaissait un succès relativement modeste. Jusqu'en 2000 et 2001 (au moment où il s'était départi de presque tous ses actifs canadiens), Black contrôlait 57% de tous les quotidiens au Canada. Il prétendait que tout avait commencé avec un investissement d'à peine 500\$, lorsqu'au milieu des années 1960 lui et son associé Peter White avaient acheté deux journaux ruraux des Cantons-de-l'Est et s'étaient ensuite associés à un autre Montréalais, David Radler, pour se porter acquéreurs d'un petit quotidien, le *Sherbrooke Record*. Mais il s'agissait là d'un euphémisme calculé, dans la mesure où Black avait hérité de ses parents et de ses grands-parents une fortune considérable.

En matière éditoriale, Conrad Black était l'objet d'une grande admiration pour sa capacité de relancer des journaux en perte de vitesse, comme le quotidien britannique *Daily Telegraph*, et d'en lancer de nouveaux, comme le *National Post* de Toronto.

Sur le plan financier, son vaste empire de presse avait de quoi impressionner, mais plusieurs se demandaient s'il ne s'agissait pas là d'un immense château de cartes, incroyablement compliqué et fortement endetté. Mais Black n'en était pas moins le propriétaire de journaux le mieux rémunéré au monde. En 2002, selon le *Crain's Chicago Business*, il avait empoché 7,1 millions de dollars en salaire et avantages – un million de plus que les éditeurs du *New York Times*, du *Chicago Tribune* et du *Washington Post* réunis. En outre, il avait touché des frais de gestion de l'ordre de 6,6 millions de dollars par l'intermédiaire de son holding privé Ravelston Corp. En 2002, selon la liste du *Evening Standard* de Londres des «50 résidents les plus riches des quartiers de Kensington et Chelsea», la fortune personnelle des Black s'établissait à 194 millions de livres sterling (405 millions de dollars canadiens). Toutefois, l'actuel baron Beaverbrook m'avait souligné que ces «listes de gens riches», comme celles du *Evening Standard*, n'évaluaient que les actifs, sans tenir compte des dettes. Selon Beaverbrook, peu importe combien Black gagnait, il semblait toujours trouver le moyen de dépenser plus qu'il ne possédait, que ce soit en soirées mondaines, en travaux réalisés par le décorateur intérieur des célébrités David Mlinaric, en œuvres d'art et en bijoux. À elles seules, les multiples résidences personnelles de Black

valaient tout près de 100 millions, ce qui représenterait une saignée dans les finances personnelles de n'importe qui. Black concevait son rôle comme celui d'un créateur de fonds de roulement, négociant des rachats, lançant de nouvelles entreprises et développant des stratégies afin d'améliorer la qualité éditoriale des propriétés -médiatiques de Hollinger. En retour, il était richement rétribué, aussi bien en dollars qu'en prestige. Et il protégeait ses gains par le contrôle des actions majoritaires au sein de ses entreprises et en créant de la valeur pour ceux qu'il appelait les «actionnaires de référence», orientés vers le rendement à long terme. Dans son esprit, il existait une distinction très nette entre ces derniers et les autres détenteurs d'action.

Son ancien associé d'affaires et administrateur de Hollinger, Hal Jackman, compare Black à Napoléon, qui avait connu «des succès prodigieux, et pensait qu'il pouvait continuer à le faire indéfiniment, mais le monde entier s'est finalement retourné contre lui. Conrad a fait de même, poussant les choses toujours un peu plus loin et multipliant les comportements outranciers. Mais aujourd'hui, le public lui est largement hostile. Il est allé trop loin. Son attitude a été suicidaire. Quelqu'un qui agit de la sorte sait que, tôt ou tard, on aura sa peau. Il ne pense pas comme les gens raisonnables. Tous ces paiements et ces maisons ont fait se retourner les gens contre lui³».

Tout commença à s'effriter autour de Black à la mi-octobre 2001, deux semaines seulement avant son entrée triomphale à la Chambre des lords à titre de «baron Black de Crossharbour», un honneur qui lui avait été conféré en reconnaissance de sa réussite à la tête du Daily Telegraph. Lorsqu'il fit son entrée à la Chambre des lords, Black ressemblait à un nouveau Roi-Soleil qui venait d'atteindre le pinacle de la réussite sociale. Voilà un homme d'affaires d'origine canadienne, né à Montréal, qui venait de recevoir un titre de noblesse et d'obtenir un siège permanent à la Chambre haute du Parlement britannique. Mais je me demandais si ce Black rayonnant n'était pas poursuivi par un double maléfique: une version plus sombre et autodestructrice de lui-même, qui s'employait à démanteler tout ce qu'il venait de réaliser.

En octobre 2001, Tweedy, Browne Company, qui détenait environ 18 % des actions ordinaires de catégorie A de Hollinger International, écrivit au directeur du comité de vérification de la société, l'ancien gouverneur de l'Illinois James R. Thompson, pour se plaindre du fait qu'entre 1995 et 2002, une somme de 150,3 millions de dollars avait été versée par Hollinger à Ravelston, le holding privé canadien contrôlé par Black, «en vertu d'une entente non divulguée demandant à Ravelston des "conseils stratégiques, des services de planification et financiers", mais non assortie d'objectifs de résultat». De plus, expliquait la lettre de Tweedy, Browne, une somme supplémentaire de 3,7 millions de dollars avait été versée directement à Black. «Et qu'avons-nous – actionnaires de Hollinger – reçu en contrepartie de ces 154 millions? Les actions de notre société ont perdu environ 30% de leur valeur depuis son premier appel public à l'épargne...»

Chris Browne, l'associé directeur de Tweedy, Browne – un homme aux manières

aimables –, se préoccupait du niveau élevé des paiements que Hollinger International avait versés à Black et à ses associés.

Browne, un homme aux cheveux blancs et aux lèvres minces, était un rejeton de l'establishment financier de Manhattan. (Il ressemblait à une nouvelle espèce du monde animal: le béluga tueur.) Il était également passé maître dans l'art hautement politique de miser sur la cou-verture médiatique pour soutenir ses portefeuilles dont la valeur s'élevait à plusieurs milliards. Les bureaux de direction de Tweedy, Browne, situés dans Park Avenue (dans le même immeuble que ceux de Henry Kissinger), arborent des gravures géantes de Wall Street au XIX^e siècle ainsi que des cartes du Nouveau Monde datant du XVIII^e siècle.

«À la fin de l'été et au début de l'automne 2001, précise Browne, nous avons commencé à remarquer que les montants pour frais de gestion versés à Ravelston avaient augmenté considérablement. Nous avons donc envoyé une lettre au conseil d'administration en octobre 2001, pour nous enquérir des critères utilisés pour déterminer s'il s'agissait là de paiements raisonnables, tous versés sous forme de montants forfaitaires. Aucune information n'avait été divulguée concernant la part de Conrad Black ni celle de David Radler, non plus que la manière dont ces sommes étaient calculées... Aucun administrateur ne daigna ré-pondre à notre lettre. Mais Conrad y répondit. Nous eûmes une rencontre avec lui, mais je ne dirais pas que nous avons obtenu une explication satisfaisante. Il nous dit seulement que ces frais allaient diminuer, dans l'avenir⁴.»

Browne me dit qu'il avait l'impression que Black et ses associés se payaient ces frais de gestion – et des frais d'autres natures – davantage en fonction de leurs besoins que de la valeur objective des services qu'ils fournissaient.

Le nouveau baron ne fut pas très bien inspiré de provoquer ainsi Browne, un mordu d'architecture et d'histoire qui vivait seul avec Orville, son terrier border. En trente ans de carrière dans les affaires, Browne avait juré deux fois et élevé la voix deux fois aussi. Il ne s'agissait pas exactement d'un combat entre David et Goliath. Black avait beau être un géant des médias, Browne n'était pas non plus un perdant naïf; c'était l'un des investisseurs les mieux branchés et les plus respectés à New York. Les différences marquées de tempérament et de manières entre l'un et l'autre devinrent un élément clé de l'affaire. Vers la fin de 2001, Browne entreprit une intense campagne qui mena à des révélations sur les pratiques d'affaires douteuses ayant cours chez Hollinger. Black aurait pu alors éviter les enquêtes et le scandale s'il avait choisi de transformer Hollinger en société fermée, d'agir de manière proactive avec Tweedy, Browne, d'ajuster ses pratiques de gestion pour tenir compte des changements récents en matière de gouvernance d'entreprise ou encore de porter une plus grande attention à la nouvelle moralité des milieux de l'investissement qui avait abouti à l'adoption de la loi Sarbanes-Oxley de 2002. Cette loi américaine exige que les dirigeants d'entreprises publiques signent une attestation en vertu de laquelle ils ne peuvent plus plaider l'ignorance si les chiffres contenus dans leurs états financiers ne sont pas conformes à la réalité. Mais au lieu de cela, Black choisit plutôt l'attaque, accusant Tweedy, Browne d'être des «terroristes de la gouvernance d'entreprise⁵».

Black paraissait outré qu'on puisse avoir la témérité de mettre en doute la manière dont il dirigeait son entreprise. Un courriel transmis à un cadre de l'entreprise, le 5 août 2002, montre à quel point il s'estimait au-dessus des préoccupations terre à terre de la société et, en particulier, des actionnaires: «Au cours des derniers mois, il n'y a pas eu une seule occasion où je suis monté dans notre avion sans me demander si nous pouvions vraiment nous le permettre. Mais je ne suis pas disposé à rééditer l'épisode de la Révolution française où les nobles renoncèrent à leurs droits. Nous devons trouver un équilibre entre une fiscalité injuste imposée à notre entreprise et un traitement raisonnable pour les directeurs-fondateurs. Après tout, nous demeurons les propriétaires, tout assiégés que nous soyons.»

Les problèmes de Black tenaient-ils à son orgueil démesuré? Croyait-il détenir, en tant qu'actionnaire de référence, un droit inaliénable à une considération particulière, alors que les actionnaires indépendants tels que Tweedy, Browne n'étaient là que pour la forme? Ou avait-il déjà quitté la balle des yeux lorsqu'il se plongea pendant deux ans, de 2001 à 2003, dans la rédaction de son encyclopédique biographie de Franklin Roosevelt, un projet auquel il rêvait depuis des décennies? Quelle que soit l'explication, son sentiment d'omnipotence et d'autosuffisance ne fit rien pour détourner de lui deux menaces de taille: d'une part, les enquêtes menées par la Security and Exchange Commission⁶ (SEC) et le Federal Bureau of Investigation (FBI); d'autre part, les poursuites intentées par des actionnaires alléguant que des paiements injustifiés de plusieurs centaines de millions de dollars avaient été effectués, et que certains d'entre eux avaient été versés illégalement, dans la mesure où ils n'avaient été ni approuvés au préalable par le conseil d'administration ni divulgués de façon fidèle à la SEC.

Black était un propriétaire d'entreprise formé dans le moule du XIX^e siècle: un égocentrique pétri de grandeur et d'ambition, un homme rusé ayant du goût et du discernement, un entrepreneur impitoyable doté d'une volonté de fer, comme ces requins de la finance des débuts du capitalisme industriel aux États-Unis. C'était un magnat de la presse de première grandeur, à la manière de William Randolph Hearst, qui nourrissait ses presses de nouvelles croustillantes et sensationnalistes et de visions et d'idées bien affirmées sur l'avenir des démocraties de l'Atlantique Nord, soit les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne. Black se servait de ses journaux pour soutenir les causes politiques – surtout néoconservatrices – auxquelles il croyait, de même que pour écraser ses adversaires. Il était d'ailleurs tout disposé à faire la sale besogne lui-même, signant à l'occasion des articles pour démolir ses propres employés. Il adorait manipuler, concevoir des voies détournées et s'y engager aussitôt pour débusquer ses ennemis et leur arracher la victoire finale. Il avait une conception navale des affaires: il les voyait comme une bataille déchaînée en haute mer, en pleine nuit, au cœur de terribles tempêtes, ponctuée de salves bien ciblées qui, avec un peu de chance, allaient couler ses ennemis par le fond.

À bien des égards, le décor des bureaux de direction de Hollinger International à New York était un reflet de la personnalité de Black, un témoignage de son amour et de son

admiration pour la grande république américaine et sa marine. Il voulait désespérément que cet amour et cette admiration soient partagés.

La fenêtre de la salle de réunion donnait sur un gratte-ciel du début du XX^e siècle surmonté d'une tour d'eau décrépite en bois, soit la voyante et noire Trump Tower. Plus loin, on pouvait apercevoir la tour W. R. Grace avec sa façade concave et l'excentrique édifice de la Légion d'honneur. Accrochée à un mur de cette salle se trouvait une aquarelle illustrant le premier passage d'un président américain – Franklin Delano Roosevelt – dans le canal de Panama, le 11 juillet 1934, à bord du croiseur USS Houston, se frayant un chemin dans l'écluse de Miraflores, la bannière étoilée flottant au vent pendant qu'une garde d'honneur est rassemblée sur le quai. L'aquarelle avait été peinte longtemps après l'événement, à partir d'une photographie noir et blanc qui se trouvait dans les archives de la marine américaine.

Le long des murs, dans des cadres dorés, on pouvait apercevoir certains des documents controversés de Franklin Roosevelt dont Hollinger International avait fait l'acquisition au prix de plus de 10 millions de dollars américains: un discours présidentiel tapé à la machine ainsi que les lettres manuscrites, sur papier à en-tête du USS Houston, qu'avait fait parvenir le président à Daisy Suckley. Plusieurs critiques avaient allégué que l'entreprise n'aurait jamais dû acheter ces objets destinés à aider Black dans ses recherches personnelles sur FDR.

Une longue table en chêne et des haut-parleurs noirs disposés çà et là comme des ovnis menaçants étaient visibles à partir de l'entrée de la salle du conseil et on pouvait facilement imaginer l'impérial Black en train de présider une réunion des membres distingués de son conseil d'administration.

Ce décor était une façon de les conditionner. Tout à l'entrée de la salle de réunion, il y avait un portrait encadré en noir et blanc du célèbre gangster des années 1930 Al Capone, signé de sa propre main. L'adjointe de Black, Jan Akerhielm, s'était fait un devoir de me le montrer. À côté, dans le bureau de Conrad Black, on pouvait apercevoir un portrait à l'huile de Lord North, l'incompétent premier ministre britannique sous George III, qui avait «perdu» les 13 colonies pendant la guerre de l'Indépendance. Le bureau comprenait également, à l'intérieur de cadres dorés, des autographes de Benjamin Franklin et d'Andrew Carnegie, le requin de la finance doublé d'un philanthrope. Le long du couloir extérieur, on pouvait aussi voir une réquisition de mules datant de la guerre de Sécession et signée par le général William T. Sherman.

Black aimait bien nommer des politiciens à la retraite à ses conseils d'administration, des conservateurs en Grande-Bretagne et des républicains aux États-Unis. Lord Carrington, ancien ministre britannique des Affaires étrangères et de la Défense qui avait aussi été secrétaire général de l'OTAN et membre des conseils de Hollinger et du Telegraph, m'avait confié qu'il connaissait très peu de choses en matière de finances⁷.

Les choses n'étaient pas très différentes chez Hollinger International où, parmi les membres indépendants du conseil d'administration, on comptait notamment l'ancien

secrétaire d'État Henry Kissinger et l'ancien secrétaire adjoint à la Défense Richard Perle. Je rencontrai Henry Kissinger dans son bureau de Park Avenue, en septembre 2003, au moment où les choses commençaient vraiment à se gâter pour Conrad Black. Deux agents des services secrets en costume bleu marine étaient de faction, prêts à défendre Kissinger. Cette rencontre avec le boule-dogue pugnace qu'est Kissinger impliquait, au moins en partie, une certaine forme de conditionnement. Ainsi, alors que j'attendais dans une antichambre décorée de bronzes chinois, il laissa ouverte la porte de son bureau de façon que je puisse l'entendre aboyer au téléphone. «Conrad, il y a ici un journaliste canadien qui est venu me rencontrer. Qu'est-ce que je dois faire de lui? Ja. Ja. Vous le connaissez? Ja. Ja.» Les règles de base de l'entrevue étaient que je pouvais tout enregistrer de notre conversation, entouré de photographies autographiées du pape Paul VI, du roi Hussein de Jordanie et de Richard Nixon. Mais dès l'instant où je dévierais du sujet prévu, il me crierait aussitôt «d'arrêter cette machine». Au cours de sa carrière, il avait dû accorder des milliers d'entrevues. Il termina celle-ci en m'affirmant que dans son rôle d'administrateur chez Hollinger International, il apportait «une certaine compréhension de la situation internationale, et ils ont des journaux dans diverses parties du monde. Je peux offrir un jugement sur le contenu des quotidiens, lorsqu'ils traitent de sujets que je connais bien. Il est bon pour l'entreprise que d'autres administrateurs aient des connaissances plus poussées que les miennes en matière financière. Je ne suis pas là pour les finances⁸». Il souligna également qu'il lisait chaque jour la version électronique du *Daily Telegraph*. Kissinger avait été si retors que j'en avais conçu une impression extrêmement désagréable. Une fois l'entrevue terminée, j'avais même porté la main à mes poches pour m'assurer que mon portefeuille s'y trouvait toujours. Je demandai ensuite aux deux agents des services secrets comment trouver un autobus de retour vers l'aéroport LaGuardia, mais ils n'avaient jamais pris un autobus de leur vie. Ils savaient seulement où je pourrais louer une limousine.

Le milliardaire et conseiller en investissement Stephen Jarislowsky, qui a fait partie de plusieurs conseils d'administration de sociétés contrôlées par Black – dont celui de Southam –, affirme que celui-ci était «une joyeuse fripouille» qui arrivait à duper la plupart des gens qu'il rencontrait et qu'il le faisait avec enthousiasme. Selon lui, la nomination de Kissinger au conseil d'administration, malgré son manque d'expérience financière, était tout à fait typique de Black. «La plupart des gens qui siégeaient à ses conseils ne connaissaient rien aux finances. Ils servaient de façade. Le Grand Homme aime s'entourer de Grands Hommes. Dans les années 1990, aux conseils d'Argus et de Southam, il y avait un juge, un général et un cardinal⁹.» Jarislowsky est connu pour son jugement éclairé en matière de finances, son art des déclarations fracassantes sur la gouvernance des entreprises et son occasionnelle franchise sur ses propres affaires.

Hal Jackman, qui a amassé une fortune d'un demi-milliard de dollars à la tête d'une compagnie d'assurances et d'un chemin de fer dans le Nord de l'Ontario, reproche à Black

d'avoir donné « beaucoup d'argent à des ex- politiciens pour s'entourer d'administrateurs flagorneurs. Ça n'en vaut simplement pas la peine ».

Black réunissait périodiquement les membres de son conseil d'administration et ceux de son conseil consultatif sur les affaires internationales, leur offrant des dîners bien arrosés et se réjouissant de ces conversations d'initiés sur la politique internationale. Plusieurs membres des deux conseils étaient eux-mêmes ravis à l'idée d'appartenir à un cercle aussi restreint de décideurs bien branchés, même si Margaret Thatcher – qui était souvent sous l'effet du décalage horaire – avait tendance à s'endormir dès qu'elle se mettait à table. Ce qui ne l'a jamais empêchée d'empocher les mêmes riches honoraires que les autres – de l'ordre de 25 000 \$ par jour – du simple fait de sa présence. C'est comme si Black s'offrait, moyennant finances, l'amitié des grands et des puissants de ce monde.

C'est dire que lorsque d'importants investisseurs institutionnels tels que Tweedy, Browne commencèrent à confronter Black par lettre et aux assemblées d'actionnaires, qu'ils commencèrent à affirmer que Hollinger International était leur société et qu'il devait en tout temps agir en leur nom, c'est beaucoup plus que l'avenir professionnel de Black qui se trouva en cause. Ils risquaient ainsi en effet d'écorcher son amour-propre, le personnage qu'il s'était construit: celui d'un homme au-dessus de la mêlée qui s'était bâti un réseau d'initiés, l'ami intime des présidents et des premiers ministres, qui connaissait la nature du pouvoir et la façon de mettre ses journaux à contribution pour dominer la partie. Voilà ce qui peut expliquer comment Black pouvait étudier les lois auxquelles il était soumis en tant que président et chef de la direction de Hollinger International, les analyser et pontifier à leur sujet d'un ton détaché, comme s'il s'agissait d'un problème purement intellectuel.

Quelques semaines à peine avant une assemblée des actionnaires tenue le 22 mai 2003, au cours de laquelle un investisseur l'avait ouvertement accusé d'être un « voleur », Black m'avait dit que la loi Sarbanes-Oxley était « une loi démentielle », assortie de « toutes sortes de conditions absurdes qui consistent à la fois à fermer la porte de la grange après que les chevaux se furent sauvés et à pénaliser les gens respectueux des lois¹⁰ ». Il avait ajouté que cette loi avait été adoptée en réaction à un « sentiment de dégoût » à l'égard de graves malversations « impliquant de grosses sommes d'argent et des sociétés d'envergure. Je crois qu'il n'y avait pas beaucoup plus à faire que d'appliquer les lois criminelles déjà en vigueur, à savoir que ces gens qui ont commis des gestes illégaux devraient être poursuivis et, si trouvés coupables, être condamnés à de lourdes peines. Mais quand la politique et l'opinion publique s'en mêlent, on se retrouve avec un peu d'exagération. Voilà ce qui s'est passé ».

Conrad Black souligna qu'il était « étonnant que des choses objectivement condamnables – des comportements criminels ou même simplement désobligeants – arrivent si peu fréquemment », compte tenu des sommes d'argent qui changent de mains dans des pays tels que les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne. « Ici aux États-Unis, le PIB est de l'ordre de 12 billions de dollars. Le secteur privé à lui seul représente presque les deux tiers de ce montant, soit 8 billions de dollars. La fréquence des comportements

apparemment graves y est vraiment tout à fait négligeable.»

Black affirmait également que le danger provenant de l'extraordinaire boom économique des années 1990 tenait au fait que, dans ses derniers milles, il était devenu «vulgaire», «économiquement non fondé» et, citant le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan, soutenu par «un enthousiasme irrationnel». Quand la bulle avait fini par éclater, soutenait Black, il y avait eu «beaucoup de récriminations» et des révélations relatives à un «instinct promotionnel qui était manifestement entré dans le domaine de la fraude». Mais si l'on comparait la situation à celle des années 1920, «ou à l'époque des barons des chemins de fer et des requins de la finance, je trouve que, de façon générale, le dossier est excellent».

Il pourfendait par ailleurs «des éléments moralisateurs des médias libéraux aux États-Unis, et à l'étranger, qui essaient de représenter l'économie capitaliste américaine comme corrompue, vulgaire et exploiteuse et les dirigeants d'entreprise comme formant un groupe essentiellement composé de personnes vénales et moralement méprisables. Je pense que tout cela est fortement exagéré et que la réaction a aussi été quelque peu exagérée».

En mai 2002, Black envisageait déjà la possibilité de déployer la seule stratégie qui aurait pu résoudre la plupart sinon la totalité des problèmes auxquels il dut faire face par la suite, soit le rachat de la part des actionnaires minoritaires. Mais il avait rejeté cette idée. «Je n'ai pas pour objectif de faire de Hollinger International une société fermée, avait-il lancé. Ce que je souhaite, c'est plutôt de tirer parti, au profit des actionnaires de référence, de la sous-évaluation de nos actions. Aussi longtemps que nous en aurons les moyens, sans grever nos ressources, et pourvu que le cours de nos actions offre les meilleures perspectives parmi les options d'investissement disponibles, cela demeure la bonne chose à faire. Mais je n'envisage pas, comme tel, d'éliminer complètement les actionnaires du public. Je serais heureux de pouvoir me passer d'eux entièrement, si cela était à notre avantage, mais pas si cela nous oblige à accroître notre endettement ou à racheter ces actions à un prix trop élevé.»

Chris Browne estime que Black prenait alors ses désirs pour des réalités: «Je ne pense pas que la privatisation était une option réaliste pour lui. L'entreprise était déjà bien trop endettée pour qu'il rachète les parts des autres actionnaires¹¹.»

Vers la fin de 2003, Tweedy, Browne entama une poursuite devant la Cour de la Chancellerie du Delaware, pour «la récupération de plus de 73 millions de dollars versés à Ravelston et à ses filiales (incluant Lord Black) aux termes d'ententes de non-concurrence signées dans le cadre de ventes d'actifs par Hollinger International».

Ces paiements de non-concurrence, versés lors de la vente du groupe Southam à CanWest Global en 2000 au coût de 3,2 milliards de dollars, avaient été divulgués à l'époque, mais la façon dont ces paiements avaient été négociés n'était pas claire.

Un aspect essentiel de cette poursuite consistait en une campagne médiatique menée en parallèle par Laura Jereski, analyste financière chez Tweedy, Browne et ancienne

journaliste fort agressive du *Wall Street Journal*. (Elle avait écrit, en 1993, un article qui avait mené au plus important jugement en diffamation de l'histoire américaine – 222,7 millions de dollars –, qui avait été renversé par la suite.) La plainte de Tweedy, Browne avait pour objectif «le remboursement d'honoraires raisonnables d'avocats ayant participé à l'enquête menée par des actionnaires au sujet de possibles malversations chez Hollinger International et ayant rédigé des mises en demeure envoyées au conseil d'administration». Selon Tweedy, Browne, l'abondante couverture médiatique – savamment organisée par Laura Jereski – démontrait que son enquête profitait à Hollinger International. La couverture médiatique faisait donc la preuve que Tweedy, Browne méritait qu'on lui rembourse les frais de sa propre enquête.

Le bien-fondé des paiements de non-concurrence allait devenir l'un des enjeux primordiaux des poursuites et enquêtes gouvernementales dont Black a fait l'objet. Mais un autre enjeu vital fit surface le 31 mars 2003, lorsque Hollinger International remplit sa déclaration 10-K pour l'exercice 2002. Dans ce 10-K, ou rapport annuel, Hollinger International lançait un message ambigu au sujet de Black et de ses proches associés canadiens. D'une part, le rapport soulignait que «notre succès dépend en grande partie des capacités et de l'expérience de Lord Black, notre chef de la direction, de F. David Radler, notre chef de l'exploitation, de Daniel W. Colson, le chef de la direction du *Telegraph*, et de notre équipe de direction. Si nous devions perdre les services de Lord Black, de F. David Radler et de Daniel W. Colson ou d'un ou plusieurs de nos hauts dirigeants, cela pourrait compromettre notre capacité de contrôler efficacement nos activités ou de mener à bien nos stratégies commerciales actuelles ou futures». Mais par ailleurs, le 10-K expliquait aussi aux actionnaires de Hollinger International que «Lord Black est notre actionnaire de contrôle et il est possible qu'il existe un conflit entre ses intérêts et les vôtres. [...] Des entités affiliées à Lord Black et à d'autres dirigeants et administrateurs de la société sont engagées dans des transactions importantes avec la société, lesquelles n'ont pas nécessairement été conclues sans lien de dépendance. [...] Certaines filiales de la société ont également conclu directement des ententes de service distinctes avec certains dirigeants de Ravelston, de même qu'avec Black-Amiel Management Inc. et Moffat Management Inc., des filiales de Ravelston. Toutes ces ententes de service ont été négociées dans le cadre de rapports entre société mère et filiale et ne résultent donc pas de négociations d'égal à égal entre parties indépendantes. Il est donc possible que les conditions de ces ententes de service ne soient pas aussi favorables à la société et à ses filiales que celles qui auraient résulté de négociations avec de tierces parties non affiliées». Autrement dit, Hollinger International reconnaissait le prestige et l'autorité de son actionnaire de contrôle, Lord Black, tout en prévenant les lecteurs du rapport, dûment transmis à la SEC, que «Black et plusieurs de ses proches associés pourraient être en situation de sérieux conflit d'intérêts, ayant utilisé leur position d'actionnaires de - contrôle pour obtenir des avantages excessifs de la société». Le document 10-K de 2002 propose une lecture passionnante, dans la mesure où il brosse un tableau, à larges traits, de la relation complexe qu'entretenaient Black et ses principaux associés canadiens avec la société

mère américaine.

Dans sa couverture de l'assemblée annuelle des actionnaires de Hollinger International du 22 mai 2003, au Metropolitan Club de New York, le magazine *Fortune* rapportait: «Black et son épouse Barbara Amiel – une chroniqueuse de droite dont les traits rappellent Gina Lollobrigida et dont les opinions s'inscrivent dans le sillage de Rush Limbaugh¹² – ont salué leurs amis de la main. Ils ont soufflé des baisers à Donald Trump et à sa compagne, le mannequin Melania Knauss. Black a balayé des yeux la salle et retroussé sa lèvre supérieure. Il savait ce qui se préparait: l'un après l'autre, les actionnaires se lèveraient pour lui faire des reproches. Finalement, il a perdu patience. Oui, a-t-il admis, il y a lieu d'améliorer le cours des actions de Hollinger. Mais Black drainait de plus en plus d'argent de ses journaux. Pourquoi, a-t-il demandé, personne ne recevait-il pas de félicitations pour cela? “Vous avez le droit de dire tout ce qui vous passe par la tête, chacun d'entre vous, a-t-il dit à ses investisseurs. Vous ne savez pas de quoi vous parlez, mais vous demeurez les bienvenus en tant qu'actionnaires¹³.”»

Soumis à des pressions croissantes, Black mit sur pied le 17 juin 2003 un comité spécial ayant pour mandat de mener une analyse et une enquête indépendantes sur les allégations de Tweedy, Browne. Le comité, conseillé par l'ancien président de la SEC Richard Breeden, entreprit alors de passer au crible des documents de Hollinger International représentant plusieurs années d'activités, à la recherche d'irrégularités.

Une semaine avant que le comité soit officiellement créé, Tweedy, Browne avait envoyé une nouvelle lettre au conseil d'administration de Hollinger International, laquelle révélait que des actifs de Hollinger International avaient été vendus en 2000 à Bradford Publishing, une société détenue et contrôlée par certains membres du conseil et de la haute direction de Hollinger. Tweedy, Browne, qui estimait qu'il s'agissait là de transactions intéressées, exigeait des éclaircissements. Tweedy, Browne venait de découvrir quelque chose d'important. Dans la foulée, Hollinger International accusa plus tard Black et Radler d'avoir participé à des transactions intéressées, alléguant par exemple qu'en 1998 ils avaient fondé Horizon Publications Inc. dans le but de faire l'acquisition de journaux appartenant à Hollinger International. Chacun d'entre eux détenait 24% des actions d'Horizon, mais ils avaient le contrôle bénéficiaire (par des personnes interposées à qui ils avaient cédé des actions et qui demeuraient apparemment sous leur influence) d'au moins 73% des actions de l'entreprise. Ce fait n'avait pas été divulgué à la SEC, au dire de Hollinger International, et ni les membres du conseil d'administration ni ceux du comité de vérification n'avaient été adéquatement informés de la nature des transactions reliées à Horizon.

En 2000, Bradford Publishing Co. avait été mise sur pied «comme un instrument additionnel leur permettant [Black et Radler] de détenir d'autres journaux régionaux qu'ils achetaient de la société [Hollinger International] à un prix substantiellement inférieur à leur valeur marchande».

Au début de novembre 2003, malgré la crise imminente chez Hollinger International, Black

partit pour deux semaines en tournée promotionnelle pour son ouvrage monumental (600 000 mots) sur Franklin Delano Roosevelt. La chroniqueuse du *Washington Post*, Tina Brown, qui couvrait le lancement du livre dans un restaurant new-yorkais, écrivit que «même avec des invités prestigieux comme la philanthrope Jayne Wrightsman et le couturier Oscar de la Renta, les personnes présentes se réduisaient à un petit groupe d'amis loyaux comme Henry Kissinger et Ronald Perelman. Malheureusement pour Black, un autre lancement, plus animé et plus couru, avait lieu au même moment dans une salle adjacente: celui du nouveau livre de l'ancien secrétaire au Trésor Robert Rubin. "Je ne fais que passer", a lancé une habituée des mondanités, avant de se précipiter vers la fiesta de Rubin¹⁴».

De nouveau, le Black rayonnant était pourchassé par l'autre Black, sombre et autodestructeur. Un pas en avant, un pas en arrière. Il avait toujours voulu revêtir fièrement le manteau de la gloire, mais il en était quitte pour l'humiliation. À mesure que le scandale Hollinger se déployait, Black faisait la une des journaux à New York, Londres et Toronto. Et lorsqu'il fut forcé de démissionner de son poste de chef de la direction de Hollinger International, la couverture et les critiques des médias s'intensifièrent. «L'appétit d'empire de Lord Black a dépassé ses moyens», titra le *Wall Street Journal*. «Des paiements irréguliers ont entraîné la déchéance du magnat d'affaires», affirma en une le *Globe and Mail* de Toronto. Et selon Lex, l'influente chronique du *Financial Times* de Londres, «le voile a été levé sur les obscurs secrets de Hollinger. Dans ce qui représente une victoire pour le militantisme des actionnaires, Lord Black a été contraint de démissionner comme chef de la direction. [...] Il pourrait même être obligé de démanteler la totalité de son empire¹⁵».

Après avoir négligé pendant plusieurs années d'enquêter sérieusement sur le douteux empire financier et la vie personnelle de Black, les journalistes, surtout au Canada, se mirent à publier des chroniques et des articles détaillés au sujet du scandale. «La jubilation des médias est déplacée, écrivit le chroniqueur économique Eric Reguly du *Globe and Mail*. Ce n'est pas notre heure de gloire. Tout ce qu'a révélé Tweedy, Browne se trouvait dans le domaine public. Ce ne sont pas des détectives. La presse n'a tout simplement pas fait son travail.»

Mais Black n'était pas intimidé pour autant. Au cours d'une séance de signature dans une librairie torontoise, il lança aux journalistes: «Vous tous qui écrivez aujourd'hui que je suis fichu, vous avez peut-être tort. Je suis toujours président de la société mère. Je demeure l'actionnaire de contrôle. Je suis codirecteur du processus stratégique et je demeure président du *Telegraph*. Hier seulement, j'ai gagné 50 millions de dollars. C'est le genre de catastrophes auxquelles je peux m'habituer¹⁶!»

Black croyait bien pouvoir compter sur l'appui des membres du conseil d'administration qu'il avait triés sur le volet et payés grassement. Mais durant la semaine du lancement de son livre, le comité spécial de Hollinger International annonça que la société avait versé plus de 32 millions de dollars à Black, Radler, deux autres dirigeants de la société ainsi que la société mère Hollinger Inc. de Toronto. Le comité ajouta que ces

paiements n'avaient été ni autorisés de manière explicite par le conseil d'administration ni divulgués de façon appropriée à la SEC et qu'une portion de 7,2 millions de dollars de cette somme était allée -directement à Black.

L'enquête se poursuivit et, au cours d'une réunion houleuse du conseil d'administration, Black fut attaqué au sujet de ces paiements. Il accepta de démissionner comme chef de la direction à la date du 21 novembre, même s'il demeurait en poste comme président du conseil et actionnaire de contrôle. Radler, quant à lui, démissionna sur-le-champ. Black, avec l'aval du conseil, décida de retenir les services de la banque d'investissement new-yorkaise Lazard LLC pour évaluer les options stratégiques de Hollinger International, y compris la vente totale ou partielle des actifs de la société. Selon l'une des personnes présentes à la rencontre, Black défendit ses agissements avec acharnement. Mais le 19 novembre, deux jours plus tôt que prévu, il démissionnait. Cela signifiait qu'il n'aurait pas à signer le plus récent rapport trimestriel de la -société. Hollinger annonça que Black, Radler et les autres allaient rembourser à la société, avant le milieu de 2004, les paiements non autorisés. La SEC émit alors des assignations à comparaître afin d'exiger des renseignements supplémentaires de la part de Black, de Hollinger International, de ses vérificateurs (KPMG) et d'autres personnes.

Le 21 novembre 2003, Black fut sommé par son conseil d'administration de démissionner comme chef de la direction de la société mère torontoise Hollinger Inc. Devant son refus, quatre administrateurs indépendants – le comité de vérification au grand complet – claquèrent la porte. Dès le début de décembre 2003, le magazine Forbes avait ajouté Black à sa «galerie de fripouilles» et classé la révélation des paiements non autorisés chez Hollinger International parmi les pires scandales financiers de l'année.

S'appuyant sur son aisance verbale, ses connaissances juridiques, sa mémoire prodigieuse et sa présence intimidante, Conrad Black avait obtenu, au fil des ans, toute une série de résultats impressionnants auprès des tribunaux. Soutenu par une intuition pénétrante et des avocats grassement payés, il était passé maître dans l'art de sortir gagnant des litiges. Il savait également reconnaître à quel moment se retirer ou en venir à une entente lorsque des problèmes juridiques graves risquaient de se poser. Mais tout cela commença à changer en décembre 2003, lorsque la SEC assigna Black à comparaître afin qu'il témoigne au sujet de rapports financiers présumés inexacts présentés par la filiale américaine Hollinger International et d'un certain nombre de paiements douteux de non-concurrence qui lui avaient été versés ainsi qu'à ses proches associés et à Ravelston, sa société privée d'investissement. Black choisit d'invoquer le V^e amendement, soit son droit constitutionnel de ne pas s'incriminer lui-même. Beaucoup de critiques demandèrent alors comment un honorable et responsable chef de la direction d'une entreprise cotée en Bourse pouvait refuser de collaborer avec la SEC. «Aux États-Unis tout au moins, la décision, pour un haut dirigeant d'entreprise, d'invoquer le V^e amendement pour refuser de témoigner est généralement le signe avant-coureur d'une destitution ou d'une démission forcée», avait écrit Dan Ackman, chroniqueur au magazine Forbes.

Black fut crucifié dans les pages financières de tous les journaux de la planète, alors que ses critiques remettaient en question la structure d'entreprise complexe qui permettait à Ravelston Corporation, un holding créé en 1969, de contrôler 78 % des actions de Hollinger Inc. qui, à son tour, détenait 30 % des actions ordinaires de Hollinger International et la totalité des droits de vote... laissant Black avec 72 % des droits de vote. Plusieurs commentateurs laissèrent entendre qu'il avait «gaspillé» les milliards de dollars versés par CanWest Global pour l'achat des journaux du groupe Southam. D'autres se demandèrent pourquoi, dans le cadre de cette même transaction, Black et ses plus proches associés avaient encaissé des dizaines de millions de dollars – exempts d'impôt – en paiements de non-concurrence. Black assura que ces paiements avaient été dûment autorisés par le conseil d'administration et divulgués de façon transparente dans les rapports de la société.

Mais Tweedy, Browne porta plainte à la SEC, alléguant que Black et ses associés avaient «usurpé» le droit de Hollinger International de toucher ces paiements de non-concurrence, puisque c'était la société – et non ses dirigeants – qui avait vendu les journaux. De vives critiques portaient également sur le fait que 202,7 millions de dollars en frais de gestion avaient été versés, entre 1995 et 2002, à Black et à ses associés, alors que depuis 1999 Hollinger International avait affiché des pertes cumulatives de l'ordre de 171 millions de dollars. Les actionnaires minoritaires étaient furieux de constater que ces déboursés pour frais de gestion avaient réduit les revenus de l'entreprise et eu pour effet de faire fléchir le cours des actions.

Lorsque Hollinger International présenta son rapport 8-K modifié (un rapport ad hoc requis par la SEC lorsque certains événements survenus chez une entreprise cotée en Bourse doivent être expliqués aux actionnaires), en mai 2004, la société alléguait que «l'ampleur des sommes détournées par le groupe Black entre 1997 et 2003 est largement sinon tout à fait sans précédent quant à la proportion des revenus d'exploitation d'une société publique par actions. Entre 1997 et 2003 (les chiffres de 2003 étant des estimations), Hollinger a affiché des revenus nets (la somme revenant à la société et disponible aux autres actionnaires) de l'ordre de 155,4 millions de dollars, après avoir versé à Black [son épouse Barbara Amiel, plusieurs associés et leurs sociétés de portefeuille respectives] des frais d'honoraires ou des compensations totalisant approximativement 390,7 millions de dollars. Ainsi [...] Black et Radler se sont servis de leur position de contrôle afin que la société leur verse, de même qu'à leurs principaux associés, presque 72 % de tous les revenus nets de la société [...]. En comparaison, au cours de la même période, les cinq principaux dirigeants de la New York Times Company et de la Washington Post Company, deux entreprises ayant également des structures de vote à deux niveaux, ont reçu environ 4,4 % des revenus nets dans le cas du Times et 1,8 % dans le cas du Post». Même si Hollinger International alléguait que le versement de ces sommes était de nature criminelle, il restait maintenant à le prouver devant un tribunal.

Le 18 janvier 2004, Hollinger International destitua Black de son poste de président du conseil et intenta une poursuite contre lui, Radler, Ravelston et Hollinger Inc., réclamant plus de 200 millions de dollars. En février 2004, Black perdait le contrôle de son empire de presse de façon aussi rapide que brutale. Mais à la mi-février, il intenta à son tour une poursuite au montant de 850 millions de dollars contre plusieurs administrateurs et conseillers de Hollinger International, alléguant que ces derniers avaient tenu à son endroit des propos diffamatoires et malveillants, faisant de lui un lépreux social et un objet de risée et de mépris. Deux semaines plus tard, un juge du Delaware bloquait ses tentatives de vendre Hollinger International aux jumeaux sir David et sir Frederick Barclay, deux magnats écossais de la presse. Malgré les objections de Black, Hollinger International conclut elle-même une entente, à l'été 2004, avec les frères Barclay, leur vendant le Daily Telegraph pour la somme de 665 millions de livres sterling, soit 1,21 milliard de dollars. En août 2004, le rapport du comité spécial accusa Black et Radler d'avoir instauré «une kleptocratie d'entreprise», alléguant qu'ils avaient comploté ensemble pour voler 400 millions de dollars à la société, afin de «satisfaire leur appétit vorace pour l'argent comptant». Conseillé par Richard Breeden, le comité poursuivit son enquête, facturant au passage 57 millions de dollars à Hollinger International en frais et honoraires, entre 2004 et 2006. Le 15 novembre 2004, la SEC déposait des accusations au civil contre Black, Radler et Hollinger Inc. Le 18 août 2005, le procureur fédéral Patrick Fitzgerald déposa des accusations de fraude criminelle contre Radler, le holding privé Ravelston Corp. et l'avocat de Hollinger, Mark Kipnis.

Tant que Radler tenait sa langue, Black gardait bon espoir de pouvoir traverser l'épreuve. Après tout, Black avait invoqué le V^e amendement. Mais lorsque Radler commença à témoigner devant le comité spécial de Hollinger International et devant la SEC, il changea sa version de l'affaire, s'empêtrant nerveusement dans de nombreuses explications contradictoires. C'est ainsi qu'il se trouva coincé. En août 2005, Radler accepta de témoigner à charge en retour de l'immunité, plaidant coupable à un seul chef d'accusation pour fraude qui lui vaudrait 29 mois de prison.

Le 17 novembre 2005, les procureurs fédéraux de Chicago annoncèrent que Black, l'ancien dirigeant de Hollinger Jack Boulton et deux anciens avocats de Hollinger, Mark Kipnis et Peter Atkinson, allaient faire face à tout un train de nouvelles accusations criminelles. Les procureurs alléguèrent que les quatre avaient conçu et mené un certain nombre de complots frauduleux, détournant de Hollinger International une somme de 51,8 millions de dollars en paiements de non-concurrence exempts d'impôt, dans le cadre de la vente par Hollinger International de journaux canadiens à CanWest Global, en 2000, ainsi qu'une somme additionnelle de 32 millions de dollars provenant d'autres transactions. Les procureurs alléguèrent en outre que Black avait manqué à son devoir de fiduciaire en facturant à la société des dépenses personnelles fastueuses, telles qu'une fête d'anniversaire pour son épouse et des vacances en Polynésie française. Selon l'agent Robert Grant du FBI, «les fraudes commises ont été à la fois flagrantes et récurrentes. Elles ont été commises

dans les coulisses aussi bien que dans les salles du conseil d'administration, de Park Avenue aux îles du Pacifique Sud». Black faisait également face à neuf chefs d'accusation pour fraude postale et électronique et pour entrave à la justice ainsi qu'à une ordonnance éventuelle, s'il était trouvé coupable, de rembourser 92 millions de dollars.

L'ironie de l'affaire est que la fortune personnelle de Black serait beaucoup plus considérable aujourd'hui si, depuis les années 1980, il n'avait pas ainsi soulagé ses entreprises de tous ces paiements faramineux, honoraires et dividendes spéciaux.

L'ancien rédacteur en chef du magazine *The Economist* Andrew Knight, qui avait aidé Black à prendre le contrôle du *Daily Telegraph* en 1986 (Knight avait été chef de la direction du journal jusqu'en 1989), a un jour déclaré: «On m'a dit qu'à ma dernière année à la barre, le *Telegraph* avait réalisé autant de profit qu'au cours des 100 années précédentes. Je me souviens d'avoir été présenté cet hiver-là à un groupe de banquiers d'affaires américains comme "l'homme qui a fait de Conrad Black un milliardaire"¹⁷.»

Le *Chicago Sun-Times*, établi sur un terrain de première valeur au centre-ville de Chicago, représentait également un actif précieux. Black et Donald Trump avaient projeté de construire sur ce site le plus haut gratte-ciel du monde. Mais à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, ce projet avait dû être mis en veilleuse. En juin 2004, Trump racheta la part de Hollinger International dans le projet pour 73 millions de dollars, réduisant du coup à 92 le nombre initialement prévu de 150 étages. Le mois suivant, le *Sun-Times* était évalué à plus de 1 milliard de dollars, encore qu'une surenchère était susceptible d'augmenter bien davantage sa valeur.

Les frais de gestion controversés que Conrad Black puisait dans les comptes de Hollinger International n'ont jamais été liés à sa performance, réduisant ainsi sa motivation à faire augmenter le cours des actions. Selon le chroniqueur économique du *Globe and Mail*, Eric Reguly, si les actions de Hollinger International avaient suivi l'indice Dow Jones depuis son premier appel public à l'épargne en 1994, les 27,9 millions d'actions de catégorie A que détenait alors Black auraient atteint une valeur de 865 millions de dollars, au lieu de rester légèrement sous la barre des 350 millions. «Cela représente une différence de 515 millions de dollars, soit deux fois et demie la valeur [...] de la totalité des sommes payées en frais de gestion sur une période de sept ans¹⁸.»

En décembre 2006, selon la rumeur, il ne restait à Conrad Black que 8 millions de dollars en fonds liquides. On disait que depuis 2004, ses frais juridiques avaient dépassé le cap des 30 millions de dollars¹⁹. Deux de ses anciennes sociétés, Hollinger International et Hollinger Inc., couvraient 75 % de ses frais juridiques dans le cas de la poursuite criminelle à Chicago et 50 % en ce qui concernait diverses autres poursuites. Mais s'il devait être déclaré coupable, et une fois tous les processus d'appel épuisés, Black aurait à rembourser ces sommes. Le reste de sa fortune personnelle, disait-on, était soit hypothéqué, soit engagé ailleurs. Black était-il techniquement fauché?

Black traversa la bibliothèque de son manoir torontois pour venir m'accueillir. Il avait l'air

fripé, plus âgé que le souvenir que j'en avais, et ses yeux étaient profondément cernés. Sa mise était négligée, ses vêtements froissés et mal assortis. Il me fit visiter les lieux d'un air absent, me faisant passer par la bibliothèque dont les murs étaient couverts de biographies en plusieurs volumes, reliés et classés par thèmes: Lawrence d'Arabie, Henry Kissinger, Winston Churchill, Margaret Thatcher, Richard Nixon, etc. Je fus surpris de n'y apercevoir aucun livre en langue française. Cela ressemblait bien plus à la collection de «grands livres» d'un homme d'affaires anglophone qu'à la bibliothèque d'un historien qui avait rédigé des biographies acclamées et controversées de l'ancien premier ministre du Québec Maurice Duplessis et de Franklin D. Roosevelt.

Black m'invita à entrer dans son cabinet de travail et me montra de superbes maquettes hors série de paquebots de ligne. Il fut étonné que je sois en mesure d'identifier plusieurs d'entre eux et de raconter leur histoire.

«S'agit-il du *Rex*?» demandai-je. Il dut comprendre l'homophone anglais *wrecks*, qui signifie «épaves».

— Non, ce ne sont pas des épaves; ce sont de vrais paquebots.

— Non, je veux dire le *Rex*, le paquebot italien des années 1930. Oui, c'est bien le *Rex*. Et cet autre doit être le *Conte di Savoia*. Et ce navire aux quatre cheminées, est-ce le *M-M-M-M*...

Il m'arrive parfois de bégayer lorsque je suis stressé.

— Oui, George, c'est bien cela, le *Mauretania*!

Werner proposa de nous prendre en photo devant une maquette du *Titanic*, mais je refusai en disant que cela risquait de nous porter malheur.

Sur le bureau de Black, il y avait un ordinateur ainsi qu'une pile de papiers et de lettres. Il me dit que je pouvais explorer les lieux pendant qu'il tapait un courriel (il tape à deux doigts). Au centre de la pièce, sur une table de la même taille que son bureau, s'alignaient les maquettes de 1,20 mètre des cuirassés *Warspite* et *Iowa* (BB61) et, perpendiculairement, un modèle de 1,50 ou 1,80 mètre du *Normandie*. Le long d'un mur où se trouvaient les maquettes du *Rex* et du *Conte di Savoia*, on pouvait aussi voir celle de l'*Empress of Britain*. Au mur opposé, il y avait celles du *France*, de l'*Île-de-France* et du *United States*. C'était là la plus belle collection de maquettes de paquebots que j'avais jamais vue de ma vie. Il me dit que son sous-sol était rempli de maquettes des principaux bâtiments de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire tous les -cuirassés et porte-avions japonais, italiens, allemands, britanniques, français et américains. Aimait-il naviguer? «Pas vraiment, dit-il. J'aime simplement les bateaux.»

Puis nous retournâmes nous asseoir sur des divans au milieu de la bibliothèque, sous le plafond en voûte, pour entamer notre discussion. D'abord, la situation globale. Ma biographie de lui avait été publiée en 2004, mais mon éditeur avait aussitôt fait faillite. Le moment était sans doute propice à la publication d'une nouvelle édition entièrement remaniée, avec un autre éditeur. À mesure que la conversation progressait, je sentais qu'il avait désespérément besoin d'attention et de renforcement positif,

espérant qu'une nouvelle édition de mon - livre paraisse avant le début du procès à Chicago et puisse, de quelque façon, servir sa défense. Il m'assura de son «entière collaboration» – des entretiens exclusifs à court terme – à la condition que je consacre un chapitre entier de mon nouveau livre à réfuter la récente biographie à scandale de Tom Bower, *Conrad and Lady Black*. «Il faudrait que ce soit un déboulonnage en règle de Bower. Presque chaque mot de son livre est faux²⁰.» Il s'agissait là de sa part d'une évidente tentative de s'assurer mes services – de faire de moi son instrument – -puisque je savais qu'il préparait déjà une poursuite en diffamation de 11 millions de dollars contre Bower. Je lui dis que mon rôle n'était ni de le défendre ni de le blâmer, mais plutôt de livrer un récit objectif. Je lui posai ensuite une série de questions d'ordre personnel, non pas à la manière d'un journaliste, mais plus comme un biographe, afin de comprendre comment il gérait la situation sur le plan humain.

Dès que j'avais entrepris cette biographie en 2002, il m'avait fallu déployer beaucoup d'efforts afin de maintenir avec lui une relation distante et formelle. Depuis lors, dans toutes nos rencontres, j'avais délibérément observé une attitude réservée. Mes questions demeuraient toujours circulaires. À l'occasion, je tirais parti de sa vanité pour m'approcher un peu plus, sonder ses défenses, lui rappeler que je n'étais pas son porte-parole, dévier de la trajectoire, lui arracher une réponse spontanée, réaffirmer mon indépendance avant de battre en retraite et d'attendre une nouvelle ouverture. Et comme il faisait maintenant face à des accusations au criminel, je voulais qu'il soit clair que dans tout ce que j'allais dire dans le cadre de la couverture médiatique du procès, j'allais me conformer au principe de la présomption d'innocence. Il ne me revenait pas de le juger, mais plutôt d'écrire un livre juste, en toute intégrité.

– Cela a dû être difficile, pour vous, de passer à travers cette période.

– C'était tout simplement affreux. J'ai appris à quel point les Américains sont endurcis, le système judiciaire corrompu, les médias vils et malveillants.

– On vous a jugé coupable jusqu'à preuve du contraire.

– Pire que cela. J'ai été soumis à des pressions extrêmes, harcelé presque quotidiennement par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et l'Agence du revenu du Canada, mais finalement je m'en suis sorti. La saisie du produit de la vente de mon appartement à New York était grotesque.

– Cela ressemblait à un traquenard, cette façon dont le FBI est intervenu juste au moment où l'acheteur devait remettre ce chèque de 9,5 millions de dollars... Le FBI est toujours en possession de cet argent?

– En fait, on m'a volé cet argent.

– Comment votre épouse, Barbara, a-t-elle vécu toute cette période?

– Nous avons passé tous les deux des examens médicaux la semaine dernière et nous sommes en pleine forme. Si vous la voyiez, vous verriez qu'elle n'a pas vieilli ni changé d'un iota. Mais elle ne veut pas paraître en public. Elle sait que vous êtes là, George, mais elle préfère rester à l'étage, jusqu'à ce que vous soyez parti. Cela a été terrible pour elle.

— Et vos enfants, comment ont-ils pris cela?

— J'en discutais justement la semaine dernière avec Brian Mulroney et il m'a dit: «Conrad, nos enfants ne fondent pas leurs rapports avec nous sur ce qu'ils lisent dans les journaux.» C'est bien vrai. Mes enfants m'apportent énormément de soutien.

C'était du Conrad Black tout craché. Je venais à peine d'arriver qu'il lançait dans la conversation des noms de gens connus, afin de montrer qu'il était toujours en relation avec l'ancien premier ministre.

— Vous et Barbara êtes considérés comme des célébrités. Alors les normes du journalisme à potin s'appliquent aussi à vous. Quoi que vous fassiez – sortir de chez vous, traverser la rue –, cela devient un «événement» et la meute de journalistes se presse sur vous.

— En effet, c'est incroyable!

— Mais vous payez très cher votre statut de vedettes. Bien des médias profitent de l'occasion pour vous descendre. De toute manière, les journalistes ont tendance à être frustrés. Compte tenu des sommes d'argent que vous avez reçues et de toutes ces allégations qui pèsent contre vous, ils se font un malin plaisir de vous égratigner.

— Mais la situation a beaucoup changé depuis quelques mois, surtout au Canada. Le ton n'est plus le même. Les journalistes canadiens commencent à se rendre compte que je n'ai pas capitulé, que je ne me suis pas laissé intimider et que je n'ai pas été détruit. J'ai survécu, je me bats toujours, et voilà quelque chose que les médias respectent.

— L'un de vos principaux traits de caractère est bien la loyauté. Vous êtes loyal envers vos amis. Vous êtes loyal envers votre famille. Vous habitez même toujours la résidence de vos parents.

— J'y ai apporté beaucoup de changements depuis leur époque.

— Vous devez vous sentir trahi par David Radler. Il témoigne contre vous, après toutes ces années au cours desquelles vous avez été de proches associés, à bâtir Hollinger ensemble.

— Je ne le connais pas tant que ça. Je ne le fréquentais pas en société.

— Mais maintenant, Radler a conclu une entente avec la justice américaine. Il va faire un peu de prison, payer une amende et, en échange, il va vous incriminer. Et si, pendant toutes ces années, il avait été l'exécutant et vous l'homme derrière ces gestes? Et s'il savait qu'il commettait des gestes illégaux?

— Il ne m'a jamais dit qu'il commettait un crime. Chaque fois que je lui ai demandé si les transactions chez Hollinger étaient bien légales, il me répondait que tout était parfaitement dans l'ordre. L'issue de la cause dépend essentiellement de ce que Radler va dire. Son contre-interrogatoire durera trois semaines. C'est une personne nerveuse, agitée. Ils n'ont pas de cause contre moi.

— Les sommes d'argent qui vous ont été versées étaient énormes. Si ces paiements ont été approuvés par les membres du conseil, pourquoi ces derniers n'en sont-ils pas responsables, du moins en partie?

— Le système judiciaire aux États-Unis est profondément corrompu. Les médias ont travaillé main dans la main avec la SEC et le département de la Justice. Ils n'ont rien contre moi, et tout cela deviendra clair comme de l'eau de roche dès le début du procès, en mars 2007. Chaque paiement que j'ai reçu a été dûment autorisé.

— Vous devez éprouver du ressentiment envers les gens qui ont profité de vos bons offices dans le passé, mais qui ont fini par vous laisser tomber.

— Comme qui?

— Comme Rupert Murdoch. Comme Henry Kissinger. Il a intenté un procès contre vous, après tout.

— Je suis étonné de constater le nombre de personnes qui, en Angleterre, ont rompu tout contact avec moi. Quant à Murdoch, je l'ai soutenu publiquement quand il a eu des problèmes et s'est presque retrouvé en faillite. Il n'avait pas besoin de m'attaquer comme il l'a fait dans ses journaux, dans le *Times* de Londres et le *New York Post*. Dans le cas d'Henry Kissinger, c'est différent. Avez-vous été en contact avec lui depuis la sortie de votre livre? Non? Eh bien, Henry n'avait guère le choix. Fondamentalement, on l'a tellement intimidé qu'il s'est senti dans l'obligation de me poursuivre. Il agit simplement de la manière dont Nixon m'a dit, un jour, qu'il avait l'habitude de se comporter: «Lorsque quelqu'un était sous le feu d'attaques nourries, Kissinger prenait assez de distance pour éviter d'être confondu avec la cible par les agresseurs et d'être confondu avec les agresseurs par la cible, tout en attendant le dénouement final, pour voir de quel côté le vent allait tourner.»

— Mais vous êtes bien plus loyal envers les autres qu'on l'a été avec vous.

— Vous parlez de trahison. Bien sûr. Beaucoup d'autres, au Canada, me sont restés loyaux. Mais j'ai aidé énormément certaines personnes. Je leur ai permis de gagner beaucoup d'argent. Et elles se sont retournées contre moi.

— Avez-vous des amis intimes?

— J'en ai quelques-uns. Aucun de nous n'a beaucoup d'amis intimes. Mes vrais amis me sont restés fidèles.

— Avez-vous éprouvé de la tristesse pendant cette période?

— Bien sûr que je me suis senti triste. Cette période a été très, très difficile. Diriger une société, en être le chef de la direction, acheter et vendre des actifs, cela n'est rien en comparaison de survivre à une période comme celle-ci. Je suis réellement très fier de ce que j'ai réussi à accomplir. J'ai réorganisé et stabilisé mes finances.

Pendant qu'il m'expliquait cela, je me demandais s'il n'avait pas discrètement vendu des actifs, tout en s'assurant que le public ne sache pas que c'était bien lui le vendeur.

— Compte tenu de tout ce que j'ai fait, poursuivit Black, j'ai presque l'impression d'être un magicien. Il vaut mieux ne pas parler de magie, mais je suis très fier de tout ce que j'ai fait.

Je posai alors la vraie question, celle pour laquelle j'étais précisément venu le voir.

— Qu'allez-vous faire, Conrad, si vous ne gagnez *pas* ce procès?

— Je ne peux... Sa voix se brisa et il lui fallut un moment pour se ressaisir. Je ne peux concevoir le fait que je pourrais perdre. Je ne veux même pas y penser. Nous allons gagner ce procès.

— Mais si vous gagnez, le procureur fera sûrement appel. Par -contre, si ce sont eux qui gagnent, je suis certain que vous ferez appel. Tout cela risque de durer bien longtemps.

Il ne me fit rire qu'une seule fois au cours de notre entretien, quand il me montra le manuscrit de sa biographie de Richard Nixon. «Écrire ce livre a dû être une bonne thérapie!» lui dis-je. Il m'expliqua que cela lui avait en effet permis de canaliser son énergie dans une activité positive et que cela s'était avéré une bonne discipline. Il me demanda ensuite de lui fournir les grandes lignes de ce que je projetais de faire avec mon propre livre.

À ce stade, je comptais le remanier en entier et en faire une toute nouvelle édition. Je lui demandai s'il allait m'accorder quelques entretiens. Il me répondit que oui, à court terme, si je lui fournissais une garantie raisonnable que mon livre paraisse avant le début de son procès! Mais le procès allait débiter dans un peu plus de trois mois! Cela voulait dire que je devrais rédiger une nouvelle édition en l'espace de quelques semaines seulement! De plus, je devais partir la semaine suivante pour le sud de l'Argentine, afin d'y réaliser un documentaire sur la Patagonie pour le compte de Radio-Canada. Je ne serais pas de retour avant la mi-janvier. Il était donc inconcevable que je puisse terminer un manuscrit entier pour le 31 janvier.

«Mais George, vous pourriez écrire 100 pages en une seule semaine», dit-il, sur un ton presque implorant. Il souhaitait que je prenne fait et cause en sa faveur en publiant un livre qu'il pourrait en quelque sorte utiliser pour soutenir sa défense à Chicago, dans trois mois.

Je lui dis que j'allais lui donner une réponse plus tard.

Exerçant un peu de pression sur moi, il ajouta que si je souhaitais faire paraître mon livre plus tard, il serait bien trop occupé pour m'accorder des entrevues en janvier ou en février, alors qu'il serait totalement absorbé par les préparatifs de son procès. Toutefois, si je souhaitais attendre après le procès, il m'accorderait quand même sa pleine collaboration.

— Mais ça ne peut marcher que si vous êtes acquitté, ne pus-je m'empêcher de penser en mon for intérieur. Car au moment d'annoncer le verdict, la juge pourrait bien demander au marshal de vous menotter et de vous conduire en détention sur-le-champ.

À la suite de sa négociation de plaidoyer, Radler allait être le principal témoin à charge de la poursuite au procès de *USA vs Conrad Black et al.*, fournissant un témoignage détaillé et accablant contre son ancien partenaire d'affaires. En reconnaissance de sa culpabilité, Radler et ses sociétés privées d'investissement convenaient de rembourser une somme totale de 71 millions de dollars, dont une partie serait versée à Hollinger International – connue désormais sous le nom de Chicago Sun-Times Group – et l'autre servirait à régler une poursuite au civil intentée par la SEC²¹. Une fraude très grave avait été commise. Mais Black était-il impliqué dans cette fraude et, si oui, dans quelle mesure? Voilà ce qui était en cause.

Si le jury de Chicago croyait le témoignage de Radler et trouvait Black coupable, ce dernier pourrait écoper d'une longue peine de prison, dans un pénitencier fédéral à sécurité moyenne aux États-Unis, aux côtés de tueurs, de terroristes et de trafiquants de drogue. Mais si Black était acquitté, Radler était susceptible d'être frappé d'une peine plus sévère et, dans ce cas, l'acquittement de Black consoliderait fortement la position de ses avocats, qui avaient entamé des poursuites contre ses adversaires au montant total de 1 milliard de dollars.

C'était tout ou rien. Le destin de Black allait se jouer sur un coup de dés.